

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 39 (2002)
Heft: 1525

Artikel: Opinion : les partis sont mortels, pas les aspirations des hommes
Autor: Longet, René
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1008663>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les partis sont mortels, pas les aspirations des hommes

René Longet
Conseiller administratif, Ville d'Onex-Genève

Tout devrait sourire aux socialistes européens et suisses. La guerre froide est finie avec ses camps bien tranchés et son effort militaire coûteux. La mondialisation économique illustre les limites autant du laisser-faire que du repli sur soi. La persistance d'énormes disparités dans le monde appelle une force de régulation humaniste et efficace. La notion des droits de l'homme est universellement reconnue comme objectif politique louable.

L'identité perdue

En Suisse, la situation est politiquement plus fluide que jamais. Le vote sur l'ONU montre l'évolution du rapport, toujours sensible, entre l'identité du pays et l'étranger. En matière de société et de modes de vie, la Suisse devient culturellement urbaine et rejoint le monde contemporain: les cloisonnements s'effritent ainsi que les références aux modèles anciens. Le pluralisme s'installe.

En France, après l'invocation par Jacques Chirac de la fracture sociale, c'est Jean-Pierre Raffarin, le premier ministre, qui se réclame du pays d'en bas. Chez nous, c'est Pascal Couchepin qui revendique pour lui de s'intéresser au sort des *working poor*.

Voilà la gauche dépossédée de ses propres dossiers, de ses propres mots, de ses propres combats! Et pendant ce temps, elle se cherche, se demande si elle doit être plutôt plus ou plutôt moins à gauche. Le vrai problème, pour le commun des mortels, c'est la notion même de

gauche qui n'est plus porteuse par elle-même.

Une éthique de gauche

Pourtant, il y a une continuité historique, à gauche: le souci du plus faible, le souci de l'équité sociale. Ce n'est pas l'assistance ou l'assurance tous risques. C'est un tissu social fait de droits et de devoirs, un échange constant où chacun doit trouver sa place, un rôle, du sens et un statut. C'est le souci de la dignité individuelle et de la cohérence collective. C'est fondamentalement une éthique, forte et exigeante.

La gauche d'aujourd'hui est-elle capable de synthétiser et de véhiculer ainsi en quelques mots ses valeurs? De faire vibrer des cœurs? Et, à l'abri souvent dans les beaux quartiers, sait-elle encore être à l'écoute des lieux où il fait moins bien vivre? Sait-elle parler à ceux qui ne partagent pas ses valeurs, qui, se sentant rejetés, expriment le besoin de rejeter à leur tour les autres, simplement pour se sentir exister?

Une gauche efficace commencerait par la base: l'éducation. C'est là que se construit la société de demain, pas seulement en termes de savoir, mais, principalement en termes de relations, d'intégration, de savoir-faire et de citoyenneté. Peu importe finalement les matières enseignées. Ce qui compte est l'expérience de vie. Et que l'on cesse d'enfermer ceux qui sont capables de transmettre ce savoir-faire et ce savoir-être dans un corporatisme étouffant et qui les étouffe les premiers.

Elle poursuivrait son action sur le terrain du quartier, un

quartier qui permette la mixité à tous les niveaux, où urbanisme et démocratie locale se donneraient la main - car toute concentration unilatérale est source de risques: de riches, de pauvres, de Suisses, d'étrangers, de requérants d'asile, de cadres... Elle redéfinirait le concept de santé et sa promotion, avant de perfectionner un système institutionnel de plus en plus coûteux et labyrinthique.

Elle repenserait le travail, comme un parcours de vie multiple et fait d'interactions. Elle lutterait contre les inégalités criantes, qui réservent à une minorité des salaires indécentes et aux autres des paies de misère pour des journées sans fin (sait-on assez que plus de la moitié des salariés ne sont pas au bénéfice d'une convention collective de travail?). Notamment pour les nombreuses femmes seules avec enfants. Elle s'inscrirait dans les exigences mondiales du développement durable, qui postulent que notre développement technique et énergétique, notre

consommation de ressources naturelles doivent se conformer aux besoins d'une humanité encore largement dans la misère et des générations à venir dont il faut préserver les droits. Cette exigence est forte et tout sauf littéraire. Elle postule des changements technologiques et de mentalité substantiels ainsi qu'une optimisation des ressources naturelles. Enfin, elle organiserait la pluralité des cultures dans le respect d'un code de cohabitation clair.

Cette gauche efficace existe bel et bien. Je prétends même qu'elle est potentiellement majoritaire au sein de la population. Il faudrait, juste, qu'elle s'affiche telle qu'en elle-même. Au PSS de relever le défi, qui est d'explicitier ses valeurs et d'illustrer ses visions. La présence active du PSS dans les médias cet été donne, dans ce sens, un signe fort. Les partis sont mortels - mais pas les aspirations des hommes, et celles-ci ont besoin de partis crédibles. Il serait bon que le PSS prenne ce chemin. ■

Risque du double non

Les milieux représentatifs de l'économie suisse, et une minorité significative du parti radical, préconisent le double non: non à la Fondation suisse solidaire et non à l'initiative de l'UDC.

Dans ce cas de figure, les chances du double non sont fortes. Et même paradoxalement plus le résultat sera serré, l'initiative et la Fondation approchant le 50%, plus il suffira d'une faible minorité pour faire refuser et l'une et l'autre.

C'est cet avantage arithmétique qui a poussé le législateur et le peuple à introduire le double oui, avec question subsidiaire. Mais en l'occurrence cette voie n'est pas utilisable. Le oui à la Fondation est le respect d'une promesse faite publiquement devant les Nations par le Conseil fédéral et le non à l'initiative est un refus sans concession tactique de la démagogie de l'UDC. ag